

**Art. 3.** Het lid van de Regering bevoegd voor de Audiovisuele Sector is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 17 juni 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,  
Mevr. L. ONKELINX

F. 96 — 2462

[S - C - 29340]

**28 AOUT 1996. — Arrêté déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux grades académiques**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment l'article 36,

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, modifié par les arrêtés royaux des 8 octobre 1973 et 29 juin 1983 et par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 7 août 1990, 7 août 1991, 25 septembre 1991 et 14 décembre 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

**Article 1er.** Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

1° décret : le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;

2° autorités universitaires : les instances des institutions universitaires de la Communauté française, telles que définies à l'article 2 du décret précité;

3° Ministre : le ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions.

**Art. 2.** A défaut de mesures générales, le Ministre et les autorités universitaires décident, chacun en ce qui le concerne, de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers, aux diplômes correspondants délivrés en Communauté française.

Le Ministre se prononce sur toute demande visant à obtenir la reconnaissance d'une équivalence complète entre des diplômes ou certificats d'études étrangers qui n'ont pas fait l'objet des mesures prévues à l'article 36, alinéa 1er, du décret et les grades académiques qui sanctionnent des études de base de deuxième cycle.

Les autorités universitaires reconnaissent l'équivalence complète et partielle des diplômes ou certificats d'études étrangers aux diplômes correspondants délivrés en Communauté française, à l'exclusion de l'équivalence complète aux diplômes de base de 2e cycle visés à l'alinéa 2.

**Art. 3.** Les équivalences visées à l'article 2, alinéa 2, sont délivrées par le Ministre, après avis motivé de la section compétente de la commission d'équivalence constituée conformément à l'article 4.

Les équivalences visées à l'article 2, alinéa 3, sont délivrées par les autorités universitaires, après avis motivé des organes compétents qu'elles désignent.

L'avis visé à l'alinéa 1er cesse d'être requis s'il n'a pas été donné au plus tard quatre mois après que le dossier introduit par le demandeur a été déclaré complet.

La décision d'équivalence est notifiée à l'intéressé par les autorités visées aux alinéas 2 et 3 de l'article 2 dans les 40 jours qui suivent l'émission de l'avis.

**Art. 4.** La commission, chargée d'émettre l'avis motivé prévu à l'article 3, alinéa 1er, est constituée de 13 sections : sciences religieuses; philosophie, histoire, langues et lettres, art et archéologie; droit et criminologie; sciences; sciences médicales et science dentaire; sciences vétérinaires; sciences pharmaceutiques; sciences de la santé publique; sciences appliquées; sciences agronomiques; psychologie et science de l'éducation; sciences économiques, politiques et sociales; éducation physique et kinésithérapie.

Chaque section comprend, au maximum, pour chacune d'elles deux représentants de l'Université de Liège, de l'Université Catholique de Louvain, de l'Université libre de Bruxelles, et un représentant des autres institutions universitaires visées à l'article 1er, § 1er, du décret. Elle ne comporte que des représentants des institutions universitaires qui délivrent les diplômes de base de 2ème cycle du ou des domaines concernés.

Les membres de la commission sont nommés, pour une période de 4 ans, par le Ministre parmi le personnel académique en activité de service, sur proposition de chacune des institutions universitaires concernées.

Chaque section élit en son sein un président et un président suppléant.

Le Ministre règle le fonctionnement de la commission.

**Art. 5.** Les avis visés à l'article 3 tiennent notamment compte, pour l'examen de la demande d'équivalence, des critères suivants :

- 1° les conditions d'accès à la formation;
- 2° la durée de la formation;
- 3° le volume horaire de la formation;
- 4° le contenu de la formation, y compris les stages, les exercices pratiques, les mémoires et les thèses;
- 5° les résultats obtenus aux épreuves;
- 6° l'accréditation ou la reconnaissance par les autorités étrangères compétentes de l'institution ayant délivré le diplôme;
- 7° les effets reconnus au diplôme par les autorités étrangères compétentes.

**Art. 6.** Les autorités compétentes visées à l'article 3 vérifient l'authenticité des documents produits par le requérant. En cas de doute sur l'authenticité des pièces produites, le Ministre ou la commission visée à l'article 4 peut exiger du demandeur des renseignements ou des documents complémentaires.

A l'appui de sa demande, le requérant produit les documents suivants :

- 1° une copie conforme du diplôme;
- 2° une traduction du diplôme et des notes par un traducteur juré;
- 3° un certificat de nationalité;
- 4° un programme officiel et détaillé des études supérieures accomplies;
- 5° un exemplaire du mémoire, du projet ou de la thèse de fin d'études.

**Art. 7.** Tout réexamen de la demande d'équivalence est subordonné à la présentation par le requérant d'éléments nouveaux de nature à modifier la décision.

**Art. 8.** L'article 1er de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers est complété par l'alinéa suivant :

« le présent arrêté n'est pas applicable à la reconnaissance de l'équivalence entre des diplômes ou certificats d'études étrangers et les grades académiques délivrés en vertu du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques. »

**Art. 9.** Dans l'article 2 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, modifié par l'arrêté royal du 8 octobre 1973, les mots « sanctionné exclusivement par des grades non légaux » sont supprimés;

2° le paragraphe 3, modifié par l'arrêté royal du 8 octobre 1973, est abrogé.

**Art. 10.** Dans le même arrêté, sont abrogés :

1° l'article 4, alinéa 1er, b) et c), modifié par l'arrêté royal du 8 octobre 1973,

2° l'article 5, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 14 décembre 1992;

3° l'article 6.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1996.

**Art. 12.** Le Ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 août 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique, des Sports et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

VERTALING

N. 96 — 2462

IS - C - 29340]

**28 AUGUSTUS 1996. — Besluit tot vaststelling  
van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid  
van diploma's en studiegetuigschriften met de academische graden**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, gewijzigd bij koninklijke besluiten d.d. 8 oktober 1973 en 29 juni 1983 en bij besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 7 augustus 1990, 7 augustus 1991, 25 september 1991 en 14 december 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

**Artikel 1.** In dit besluit verstaat men onder :

- 1° decreet : het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden;
- 2° universitaire overheid : de instanties van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap bepaald in artikel 2 van voormeld decreet;
- 3° Minister : de voor het universitair onderwijs bevoegde minister.

**Art. 2.** Bij gemis van algemene maatregelen beslissen de minister en de academische overheid, ieder wat hem/haar betreft, over de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's of studiegetuigschriften met de overeenstemmende, in de Franse Gemeenschap uitgereikte diploma's.

De minister spreekt zich uit over elke aanvraag tot erkenning van volledige gelijkwaardigheid tussen buitenlandse diploma's of studiegetuigschriften die het voorwerp niet waren van maatregelen bedoeld in artikel 36, 1e lid van het decreet, en de academische graden tot bekrachtiging van de volledige gelijkwaardigheid met basisdiploma's van de 2e cyclus bedoeld in het 2e lid.

De universitaire overheid erkent de volledige of gedeeltelijke gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften met de overeenstemmende, in de Franse Gemeenschap uitgereikte diploma's met uitsluiting van de volledige gelijkwaardigheid met basisdiploma's van de 2e cyclus bedoeld in het 2e lid.

**Art. 3.** De in artikel 2, 2e lid bedoelde gelijkwaardigheid wordt verleend door de Minister na gemotiveerd advies van de bevoegde afdeling van de overeenkomstig artikel 4 opgerichte gelijkwaardigheidscommissie.

De gelijkwaardigheid bedoeld in artikel 2, 3e lid, wordt door de universitaire overheid verleend na gemotiveerd advies van de bevoegde organen die ze aanwijst.

Het advies bedoeld in het 1e lid is niet meer vereist als het vier maanden nadat het door de aanvrager ingediende dossier volledig verklaard werd, nog niet verstrekt werd.

De gelijkwaardigheidsbeslissing wordt de betrokkene meegedeeld door de overheid bedoeld in het 2e en het 3e lid van artikel 2, binnen veertig dagen na verstrekken van het advies.

**Art. 4.** De commissie belast met het uitbrengen van het gemotiveerd advies, bepaald bij artikel 3, 1e lid omvat 13 afdelingen : godsdienstwetenschap; wijsbegeerte, geschiedenis, talen en letterkenden, kunst en oudheidkunde; rechten en criminologie; wetenschappers; genees- en tandheekunde; diergeneeskunde; artseneerbereidkunde; psychologie en opvoedkunde; gezondheidswetenschap; toegepaste wetenschappen; landbouwkunde; economische, sociale en politieke wetenschappen; lichamelijke opvoeding, en kinesitherapie.

Elke afdeling is samengesteld uit ten hoogste twee vertegenwoordigers van de universiteit van de Franse Gemeenschap te Luik, van de « Université libre de Bruxelles », van de « Université Catholique de Louvain » en één vertegenwoordiger van elke andere universitaire instelling bedoeld in artikel 1, § 1 van het decreet. Ze omvat enkel vertegenwoordigers van de universitaire instellingen die basisdiploma's uitreiken van de 2e cyclus, welke verband houden met de betrokken discipline(s).

De leden van de commissie worden voor 4 jaar benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, onder het academisch personeel in actieve dienst, op de voordracht van elk van de betrokken universitaire instellingen.

Elke afdeling kiest uit haar leden een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter.

**Art. 5.** De in artikel 3 bedoelde adviezen houden voor het onderzoek van de gelijkwaardigheidsaanvraag o.m.; rekening met :

- 1° de voorwaarden voor toegang tot de opleiding;
- 2° de duur van de opleiding;
- 3° het aantal uren van de opleiding;
- 4° de inhoud van de opleiding met inbegrip van stages, praktische oefeningen, verhandelingen en proefschriften;
- 5° de bij de examens behaalde uitslagen;
- 6° de erkenning, door de bevoegde buitenlandse overheid, van de instelling die het diploma uitgereikt heeft;
- 7° de gevolgen die deze overheid aan het diploma toekent.

**Art. 6.** De in artikel 3 bedoelde bevoegde overheid gaat de echtheid na van de door de aanvrager voorgelegde stukken.

Bij twijfel over die echtheid kan de minister of de in artikel 4 bedoelde commissie bijkomende inlichtingen of stukken van de aanvrager eisen.

Tot staving van zijn verzoek dient de aanvrager in :

- 1° een eensluidend verklaard afschrift van het diploma;
- 2° de vertaling van het diploma en de aantekeningen door een beëdigd vertaler;
- 3° een nationaliteitsattest;
- 4° het officieel en omstandig programma van de gevolgde hogere studie;
- 5° een exemplaar van verhandeling, project of proefschrift, op het einde van zijn studies ingediend

**Art. 7.** Elk nieuw onderzoek van de gelijkwaardigheidsaanvraag hangt af van het voorleggen, door de aanvrager, van nieuwe gegevens die de beslissing kunnen doen herzien.

**Art. 8.** Artikel 1 van voormeld koninklijk besluit van 20 juli 1971 wordt aangevuld als volgt :

« Dit besluit is niet toepasselijk op de erkenning van de gelijkwaardigheid tussen buitenlandse diploma's of studiegetuigschriften en de academische graden, verleend krachtens het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden ».

**Art. 9.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in § 2, gewijzigd bij koninklijk besluit van 8 oktober 1973, vervallen de woorden « uitsluitend bekrachtigd door niet-wettelijke graden »;
- 2° § 3, gewijzigd bij koninklijk besluit van 8 oktober 1973, wordt opgeheven.

**Art. 10.** Opgeheven worden in hetzelfde besluit :

- 1° artikel 4, lid 1, b) en c) gewijzigd bij het koninklijk besluit d. d. 8 oktober 1973;
- 2° artikel 5 gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 14 december 1992;
- 3° artikel 6.

**Art. 11.** Dit besluit treedt op 1 september 1996 in werking.

**Art. 12.** De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 augustus 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Sport en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE